

La Gauche des solutions, la Gauche d'un horizon

**Discours de Jean-Christophe Cambadélis,
Premier secrétaire du Parti socialiste
77^{ème} Congrès du Parti Socialiste
Poitiers, dimanche 7 juin 2015
(*Seul le prononcé fait foi*)**

Cher-e-s ami-e-s ! Cher-e-s camarades ! Peuple de gauche !

Le Président de la République, François Hollande, vient de nous délivrer un message essentiel : « nous devons réussir ». Oui, nous avons 18 mois pour réussir. Permettez-moi, en notre nom à tous, de lui dire un mot à mon tour. Un mot amical et respectueux.

Cher François, Monsieur le Président,

La France a de la chance que vous mettiez en oeuvre son redressement sans remettre en cause son modèle social. La République peut s'enorgueillir que vous ayez à chaque instant choisi la France unie. Quant au Parti socialiste, il est fier que vous soyez l'un des siens.

Oui, mes chers amis, mes chers camarades, nous pouvons être fiers de ce que nous avons fait pour le redressement de notre pays avec le Président Hollande, jour après jour, malgré les contraintes, en dépit des attaques, dans l'intérêt général. Le Président sait qu'il peut compter sur vous, qu'il peut compter sur nous. Il mérite notre respect le plus total, notre soutien le plus entier et, oui, Socialistes, le Président mérite tous nos applaudissements !

Mes camarades,

Pourquoi ne pas le dire ? Je suis heureux de pouvoir prendre la parole devant vous aujourd'hui ! Heureux, d'être ici à Poitiers, chez Alain Claeys que je salue, parmi les Socialistes réunis en congrès. Toutes et tous, quelle que soit votre fédération, quelle que soit votre fonction, vous êtes le Parti socialiste. Vous êtes les continuateurs d'une grande idée, d'une grande histoire. Toutes et tous, vous avez en partage l'amour de la gauche, donc de la République et, je le sais, l'amour de la France.

* * *

La France.

La France, le monde entier la regarde, surtout quand les temps changent. La France, c'est à l'étranger que l'on en parle le mieux, de sa culture, de ses atouts, de

ses réalisations, de son esprit rebelle. Le monde entier reconnaît à la France cette capacité de dépassement dans les rendez-vous de l'Histoire. Le 11 janvier, la France a marché dans la rue, pour la liberté d'expression et pour la démocratie, faisant défiler le monde entier derrière elle, avec elle. Oui, la France est universelle, la France est éternelle lorsqu'elle fait vivre la République.

La France est unique mais elle n'est pas uniforme. Elle est unique et multiple. Elle l'a toujours été. De cette dialectique, elle tire son âme et sa force. La France ne renonce jamais. Elle résiste toujours. La France, ce n'est pas seulement des paysages, des villes, une culture, c'est une histoire dans l'Histoire. Pour certains, la France est née en 500 avec Clovis. Pour d'autres, elle n'apparaît qu'au 12^e siècle avec Philippe Auguste. Pour les Socialistes, la France finit de naître au 18^e siècle avec la Révolution française.

La France, certains veulent en faire un monolithe, une statue blafarde, crispée, figée, rabougrie. Mais, de quelle France parlent-ils? Celle de l'absolutisme royal? De la Saint Barthélemy? Des Dragonnades contre les Protestants? La France de Thiers écrasant la Commune sous la mitraille? Celle de l'antisémitisme antidreyfusard? Celle de Barrès sur une « colline inspirée »? La France de Pétain? La France du colonialisme? Celle de l'OAS?

Cette France allergique au changement, rétive à la transformation sociale, cette France univoque et uniforme, le bloc réactionnaire veut la ressusciter! Vous le sentez comme moi, nous sommes en plein conflit de définition de ce qu'est la France, de ce que sont ses valeurs, de ce que doit être son avenir. Nous avons tardé à comprendre que nous n'avions plus le monopole des cœurs et des esprits. C'est ainsi, nous avons perdu la bataille culturelle. Mais la droite ne l'a pas encore emporté pour autant.

Les droites ont distillé un message, qui a irrigué les débats et s'est immiscé dans de nombreux esprits. Elles disent: « la France est sur le déclin ». Cette problématique structure aujourd'hui le débat public. Oui, la France a viré de bord. Jamais depuis la Libération, la Droite n'a été aussi forte dans notre pays et sur le continent européen et jamais la Gauche n'y a été aussi faible. Aujourd'hui, nous devons redonner à la gauche toute sa place, son hégémonie, sa capacité à paver le chemin de l'espoir dans un monde meilleur. Voici donc notre plus grand défi: la reconquête culturelle de la France.

Derrière cette bataille culturelle, il faut voir la bataille politique. Je le dis ici, cette bataille, c'est ma bataille, c'est votre bataille. C'est notre bataille, c'est celle d'une génération. De son issue dépend le visage de la France de demain, sa stabilité, sa vitalité, sa prospérité. **Oui, mes chers camarades, la bataille de France a commencé. La France est à la croisée des chemins, et le Parti socialiste à un carrefour.** L'Histoire nous souffle sur la nuque.

A vrai dire, la bataille de France a commencé le jour de notre victoire. Le 6 mai 2012. Les Droites n'ont jamais accepté notre légitimité à gouverner, jamais ! Pour elles, la gauche est forcément soit une parenthèse, soit une expérimentation et quand elle arrive au pouvoir par les élections, pour les conservateurs, ils le disent d'ailleurs, c'est toujours une « effraction ». En 2012, les droites ont d'emblée choisi la violence verbale, les outrages et l'irrespect. Cela n'est pas prêt de s'arrêter. La bataille politique connaîtra de prochains pics: la bataille des régionales et la bataille présidentielle, cette mère des batailles.

Les forces réactionnaires – aujourd'hui bien nommées - sont d'ores et déjà en place. Ainsi, le Front national est en quête de respectabilité pour permettre à Madame Le Pen de gagner en présidentialité. Madame Le Pen n'a pas tué le père, elle a bâillonné le père. Elle l'a mis à la porte de son parti car les portes du pouvoir ont commencé à s'entrouvrir.

Marine Le Pen et le Front national pensent emporter des régions. La France elle, s'interrogera avant de lui ouvrir les portes du 2^e tour de l'élection présidentielle. Mais sa présence ou pas, dépend de vous, de notre renouveau, de notre réussite, de notre rassemblement.

Monsieur Sarkozy est prêt lui aussi. Prêt à tout, évidemment. La « *res publica* », la chose publique, il veut en faire un pupitre, pire, un trépied pour servir son intérêt personnel. **Car enfin, il faut le dire : ce qui intéresse Monsieur Sarkozy dans la République, c'est la Présidence de la République.**

Non, il n'a pas changé. Quoique... si, peut-être. Il a un peu changé. Comme si ses tours marchaient moins bien. La semaine dernière, lors de son congrès soi-disant « fondateur », Monsieur Sarkozy a voulu un lancement en grande pompe, mais il a plutôt fait la démonstration qu'il souffrait d'un petit coup de pompe. Depuis que Nicolas Sarkozy est élu patron de l'UMP, il refuse de débattre. Je peux le comprendre, mais il refuse même de dire mon nom ou mon statut ! C'est un comportement infantile, puéril, inutile, typique de Monsieur Sarkozy pour qui seul compte ce qu'on désigne, ce qu'on nomme ou renomme. C'est comparable à l'apprentissage d'un enfant de deux ou trois ans, qui, se cachant derrière ses mains, croit qu'il est invisible. Ce qui est attendrissant chez un enfant de cet âge, est pathétique pour un adulte, et de surcroît préoccupant pour qui fut chef de l'État et veut le redevenir. Car l'attachement à la toute puissance infantile relève, à la maturité, d'un déni de réalité. Mais cela interroge aussi profondément sur les capacités et le sens des limites nécessaire pour accéder à la présidence. Pour présider, il faut savoir se présider. Mais ne nous attachons pas à la forme, même si chez Monsieur Sarkozy, le style, c'est l'homme, et la forme, le fond.

Le Parti républicain ne vise pas seulement à évacuer l'UMP... Il est vrai qu'il y a beaucoup à évacuer. Il y a derrière cette appellation non contrôlée, une référence

évidente au Parti républicain américain, à George Bush et au Tea Party. Mais, il y a aussi un tour de passe-passe qu'il faut expliciter. Profitant de la crise familiale du Front national autour de Monsieur Philippot et de la dédramatisation, observant que le Front national n'avait pas autant performé que les sondages le disaient lors des élections départementales, Monsieur Sarkozy a trouvé sa stratégie: reprendre les thèmes du Front national tout en se parant des atours de la République. Monsieur Sarkozy invente d'ailleurs à cette occasion la République « Canada Dry »: cela ressemble à la République, mais cela n'est pas la République. Il suffit de noter les propos qu'il approuve et applaudit.

Monsieur Sarkozy applaudit quand Monsieur Wauquiez dit, je cite : « *l'affaire Chloé confirme que la politique de désarmement pénal de Madame Taubira est une folie* ». Dire cela, **non, ce n'est pas républicain !**

Monsieur Sarkozy applaudit lorsque Monsieur Estrosi déclare : « *une carte d'identité ne suffit pas pour être Français* ». Mais, reprendre mot à mot ce que disaient dans la ville de Nice Jean-Marie Le Pen et Bruno Mégret il y a vingt ans, **non, ce n'est pas Républicain !**

Monsieur Sarkozy applaudit encore lorsque Monsieur Estrosi juge que les musulmans sont la « cinquième colonne » du terrorisme en France. Mais, dire cela, parler comme le Front national d'un ennemi intérieur, **non, ce n'est pas républicain !**

Pendant son congrès, vous l'avez noté vous aussi, Monsieur Sarkozy a eu des mots très durs contre la gauche, disant que les socialistes seraient hors la République. En revanche, il n'a pas eu un mot pour le Front national. En 45 minutes de discours. Étrange ? Non, logique. C'est une tentative de re-bipolarisation en plaçant le Front national dans son jeu. **Nicolas Sarkozy a lancé son OPA sur le Front national, non pour le réduire, non pour le détruire, mais pour le séduire. Nicolas Sarkozy ne souhaite pas s'allier, il veut le récupérer dans une croisade néo-conservatrice contre la gauche.**

Certains nous disent : « mais, l'important, c'est que le FN recule » ! Ah bon ? En quoi le Front national recule s'il devient la référence du parti sarkozyste ? En quoi la République est sauvée si l'UMP-Parti-Républicain adhère à la préférence nationale et fait des musulmans des ennemis de la France ? En quoi la République est sauvée si l'idée de la fracture républicaine devenait majoritaire à l'issue de l'élection régionale et de l'élection présidentielle ?

La droite est maintenant prête. Elle a un programme d'abrogation de la gauche. Elle a ensuite un programme de régression: chômeurs, salariés, fonctionnaires, voilà les ennemis, puisqu'ils s'accrochent à leurs acquis. Elle a un programme pour la nation : la préférence nationale. Elle a une stratégie : siphonner le Front national et faire de la Gauche, l'ennemie de la République. Et qu'on ne nous

dise pas qu'Alain Juppé, François Fillon, Bruno Le Maire, c'est autre chose ! Ils sont la caution morale de cette droite sans rivages à droite. Faut-il leur rappeler que la devise de la République est « liberté, égalité, fraternité », ce n'est pas : « **Fouquet's, Rolex, Kärcher** ».

Se servir de la République, unique et indivisible, pour diviser... Il fallait oser. Il n'y a que Nicolas Sarkozy pour oser un tel outrage! C'est ainsi, Monsieur Sarkozy reste Monsieur Sarkozy. Arrogant, segmentant et clivant.

Tous, nous le sentons, pour s'imposer à son clan, « l'homme qui n'aimait pas les Français » est prêt à fracturer le pays, il est prêt à dresser les Français les uns contre les autres pour assouvir sa revanche.

* * *

Les Français.

Aucune de leurs difficultés, aucune de leurs inquiétudes ne sont étrangères aux socialistes. Nous sommes tournés vers les Français. Vers leurs problèmes, leurs envies et leurs espoirs. Les Français sont fiers, parfois complexes, plein d'ambivalences. Dans leurs rapports à l'État, qu'ils aiment détester, mais qu'ils détestent voir absent face au chômage, face à la finance. Dans leurs rapports au libéralisme aussi, comme un récent sondage vient de le montrer. Politiquement aussi, ils sont ambivalents. C'est que leur choix n'est pas fait. Ils sont dans l'expectative et attendent du sens, un discours clair, des mesures concrètes, un chemin tracé. Oui, les Français sont ambivalents. Ils sont inquiets aussi, confrontés à de multiples défis.

Les Français sont d'abord inquiets de la menace réelle, durable du terrorisme. Le 11 janvier a marqué les esprits tout autant que les attaques barbares. En janvier, les Socialistes ont su être à la hauteur de l'Histoire, le Président incarnant la France dans l'épreuve, le gouvernement mettant en œuvre la riposte juridique et sécuritaire, en respectant l'état de droit et la nature de la menace. La France va vivre de nouveaux moments tragiques malgré le travail considérable de l'Etat. Le terrorisme nous percutera et provoquera de nombreux débats. Les Socialistes feront tout pour éviter que la haine et les amalgames l'emportent, ils feront tout pour rassembler.

Partout dans le Maghreb et le Machrek, des forces sont à l'œuvre, désordonnées politiquement, convergeant culturellement. Dévoyant l'Islam, les terroristes d'un Islam fanatisé, ont déclaré la guerre aux mécréants. La progression de la horde Daesh en Irak et en Syrie, l'allégeance de groupes comme Boko Haram, mais aussi en Libye, au Sahel, la concurrence entre les groupes terroristes cherchant par la violence spectaculaire à recruter. Tout nous amène à dire que ce n'est pas fini. La France tente donc de réévaluer la stratégie vis-à-vis de Daesh. Et je salue, la Commandante Asya Abdullah, qui a fait le voyage jusqu'à Poitiers depuis Kobané et qui a eu hier des paroles puissantes autant qu'émouvantes.

On ne dira jamais le prix que nous payons de ne pas avoir suivi la France dans le bombardement de Bachar el-Assad après qu'il a gazé son peuple. L'amélioration est possible, elle passe par la constitution d'un gouvernement syrien de transition, sans Bachar el-Assad, armé par l'Europe, et par la reconstitution de l'armée irakienne, obéissant à un Etat multiconfessionnel. La question syro-irakienne est trop peu évoquée en France. L'état politique de la Méditerranée est trop absent du débat. Il y a urgence et le Parti socialiste en fera donc l'un de ses thèmes principaux pour les mois et les années à venir.

Les Français sont également confrontés à un problème vital : l'emploi. Et pour cause : sans emploi, pas de société pensable, une vie précaire, mais pas une existence pleine et entière. Toute l'action des Socialistes aux responsabilités est structurée autour de l'emploi. Oh, non, bien sûr, tout n'a pas été parfait dans notre action. Elle a parfois manqué de clarté, d'efficacité aussi. Il faut dire que le lègue sarkozyste était bien lourd. C'est ainsi, quand on arrive aux responsabilités, il y a un passé à assumer. Et quand ce passé s'appelle Nicolas Sarkozy, oui, c'est un passif. Le passif, il faut l'assumer. La serpillière, il faut la passer. Ce n'est pas chercher des excuses que de le dire, c'est prendre en compte les réalités.

Nous nous sommes ainsi heurtés à la crise de l'industrie française. Elle était historique. Nous avons été confrontés à la faiblesse des syndicats, une faiblesse que nous déplorons. Nous avons été confrontés à l'intransigeance patronale, une intransigeance que nous combattons. Le Parti socialiste n'est pas tenant de l'économie administrée, il ne l'a d'ailleurs jamais été, mais franchement, à écouter le patronat, on se demande **si le MEDEF n'est pas devenu le parti de l'économie subventionnée**. Nous avons ainsi été profondément choqués de voir le patronat faire campagne au lendemain de l'adoption du pacte de responsabilité contre une avancée sociale que les socialistes ont imposée pour les salariés : « La pénibilité ». Le Gouvernement simplifie le système pour le rendre viable, l'encre est à peine sèche, que ce sont maintenant les retraites complémentaires qui posent problème. Et pendant ce temps là, non seulement la proposition d'un million d'emplois a disparu, mais anticipant la croissance que les Français ont payée de leurs efforts, le patronat dégraisse selon la vulgaire formule.

Oui, l'emploi, est le sujet central qui permet de pointer la différence essentielle entre les Socialistes et le bloc réactionnaire. Les Conservateurs pensent qu'il faut détruire le code du travail pour créer de l'emploi. Les Socialistes pensent qu'il faut innover si l'on veut préserver notre modèle social et investir fortement pour créer des emplois.

Chers amis, chers camarades,

Pour les socialistes, une nouvelle époque s'ouvre. Nous entrons dans un nouveau moment car **la croissance revient**. Moins rapidement que nous le souhaitions, moins forte en emplois que nous le voulions, mais elle est là. La Droite

ne peut pas le contester. Alors elle relativise. Pour le Parti républicain conservateur, « quand la France va mal », c'est à cause de nous, mais quand elle va un peu mieux, c'est grâce aux autres.

Peu importe. Il y a un indéniable frémissement économique qui s'amorce. Il faut en tenir compte et le Parti socialiste a trois exigences pour faire face à cette nouvelle donne, qu'il faut conforter et bonifier, en emplois, en pouvoir d'achat, en nouveaux droits. D'abord, **il faut poursuivre les réformes de fond**. Ce n'est pas le moment de renverser la vapeur, ni celui de changer de conducteur. Hier, l'urgence écrasait tout. Aujourd'hui, on peut infléchir grâce à des réformes courageuses. Et en prenant en compte la nouvelle donne, que ce soit sur le CICE mieux ciblé, le pacte de responsabilité mieux adapté, ou la réforme fiscale mieux affirmée. Le Parti socialiste a défini en ce domaine ses positions. Nous engageons le débat amical avec le gouvernement car nous souhaitons voir ces réflexions présentes dans le débat budgétaire de l'automne.

Ensuite, **nous voulons la juste répartition de la croissance qui arrive**. La juste répartition de la croissance, c'est s'assurer que la reprise, fruit de l'effort collectif des Français, profite à tous.

Enfin, **nous voulons ôter les contraintes, nous voulons faciliter la vie des Français**, pour permettre à chacun d'envisager à nouveau l'ascension sociale. **Faciliter la vie des Français**, c'est l'allègement de la fiscalité. La décision du gouvernement de permettre à neuf millions de Français de payer moins ou pas d'impôts, va dans ce sens. **Faciliter la vie des Français**, c'est simplifier les démarches administratives. **Faciliter la vie des Français**, c'est évidemment et principalement, le compte personnel qui sécurise les parcours professionnels. Cette avancée, portée depuis des années par Martine Aubry, sera le marqueur social du quinquennat.

Réformer, ce n'est pas seulement s'adapter aux réalités, c'est suivre un projet de société, c'est promouvoir l'égalité, car la mondialisation a accru les inégalités. Nous le savons tous, les réformes puiseront leur légitimité dans leur efficacité. Mais, d'ores et déjà nous avons rouvert les portes de l'espoir. Oui, grâce à toi Jean-Marc, oui Manuel, grâce à toi aussi. **Maintenant, il te faut finir le job ! Et nous avons confiance dans ta détermination et ton sens de l'écoute des aspirations du Parti socialiste. Merci Manuel !**

Mes chers amis, mes chers camarades,

Les Français sont aussi inquiets de la crise dans l'éducation. Cette crise les touche au cœur car elle est l'avenir de leurs enfants et le sanctuaire de leur République. L'éducation a besoin de professeurs formés et motivés. La droite avait supprimé la formation des enseignants, nous l'avons réhabilité. La droite avait supprimé des dizaines de milliers de postes, nous en avons créé 60 000. Oui, l'éducation a besoin de moyens. Les Socialistes y pourvoient : première priorité,

l'éducation est le premier budget de l'État. L'éducation a aussi besoin de réformes, et notamment au collège. « **Mieux apprendre pour mieux réussir** », voilà notre projet, à mille lieues du conservatisme de la droite, de leurs propos polémiques. Permettez-moi, après Vincent Peillon et Benoit Hamon, de saluer Najat Vallaud-Belkacem qui, non seulement, promet la deuxième phase de notre révolution éducative, mais fait front, avec brio, aux basses attaques de la droite.

La droite aime attaquer mais déteste l'assumer. Monsieur Sarkozy déteste que l'on pointe du doigt ses sorties légèrement xénophobes. Oh ! Je viens de le répéter ! Je l'assume ! Je le redis ! Monsieur Sarkozy a ciblé deux ministres de la République, pas l'ensemble du gouvernement, pas parce qu'elles sont françaises, non, il a les a attaquées, elles deux, et elles seules - parce qu'elles sont des femmes, sans doute - et aussi, oui, aussi et surtout parce qu'elles portent ces noms là ! Qu'il l'admette au moins ! Mais, peut-être, se dit-il au fond de lui, que ces propos ne pas exactement républicains...

Revenons à l'école. Oui, sur l'école aussi, les Socialistes se distinguent des néoconservateurs. Pour le bloc réactionnaire, l'école est une variable d'ajustement, un poste de coûts, le premier terrain de la compétition sociale. **A l'opposé, pour les Socialistes, l'école c'est le lieu de la transmission des savoirs et c'est aussi le premier lieu de la lutte contre les inégalités sociales !**

Autre défi : les Français sont inquiets de la grave menace qui plane sur le projet européen. Les Socialistes disent qu'il est urgent de parler haut et fort de l'Europe, en Europe, pour l'Europe. La question de la méthode est ici essentielle. A juste titre, nous avons estimé que seule la remise en ordre de nos comptes nous permettrait de parler fort dans l'enceinte européenne. L'Allemagne nous dit maintenant: « vous voyez ? Ca marche ! ». Tentant de nous enfermer dans la seule bataille des comptes publics. Notre voisin et ami s'exonère ici un peu trop vite des réels sujets, à commencer par le sous-investissement structurel, enfin reconnu dans le plan Juncker, mais pas au niveau que nous souhaitons. **Il y a donc un désaccord que nous devons assumer en Europe.** Face à ceux qui disent austérité, nous disons : **investissement, investissement, investissement !**

Autre enjeu européen clé : la question du traité énergétique qui devient urgent. Ce qui se joue ici, c'est l'indépendance énergétique de l'Europe. Et je suis de ceux qui pensent que, dans le bras de fer avec la Russie, ce projet est plus efficace que bien des postures belliqueuses. Et puis, il y a le sujet TAFTA. Alors mes amis, et puisque l'Europe souffre trop de son langage bureaucratique, je veux être clair, je veux être net : **à cette étape, c'est « non », « no », « nein » ! C'est « Oχι »!**

Le Parti socialiste le dira clairement lors du congrès du Parti socialiste européen qui se tiendra la semaine prochaine à Budapest.

L'Europe va subir beaucoup de chocs dans l'année à venir. Notre représentante à Bruxelles et à Strasbourg, Pervenche Berès – que je salue – le sait mieux quiconque. D'abord la Grèce, qui, nous le comprenons, ne veut pas être condamnée à une austérité sans fin. **Soutenir et aider la Grèce à rester en Europe, cela passe par le respect des engagements, mais aussi par une gouvernance économique qui respecte la croissance.** Ce que nous avons dit pour la France, vaut pour la Grèce, le Portugal, l'Espagne. J'allais dire pour l'Allemagne. Mais le gros problème qui vient, c'est le référendum annoncé en Angleterre. Les conservateurs se sont piégés eux-mêmes. Pour gagner les élections, ils ont flatté l'europhobie anglaise. Et pour gagner le référendum, ils ont maintenant besoin d'un scalp symbolique. Car sinon, ils perdront le référendum, et l'Ecosse quittera le Royaume-Uni. Evidemment, la Grande-Bretagne doit rester dans l'Europe, mais pas au prix du renoncement à l'Europe. Sinon, ce serait gagner un référendum en offrant une grande victoire à l'europhobie.

Autre défi : les Français sont préoccupés par le péril écologique. Nous venons d'évoquer le traité énergétique, car l'Europe doit être exemplaire, puisqu'elle est un acteur essentiel. Mais, c'est le monde entier qui doit être exemplaire, car il n'y a pas de planète de rechange. Les Socialistes, fidèles à leur projet de transformation sociale, doivent revendiquer la prochaine étape de cette transformation : la domestication sociale et écologique du capitalisme. Oui, c'est l'éco-socialisme, c'est dans notre charte, grâce à Guillaume Bachelay, qui y a imprimé sa marque. L'étape qui vient est essentielle : la Cop 21. Laurent Fabius conduit, aux côtés du Président de la République, cette grande cause avec doigté. Les socialistes européens se réuniront à l'automne autour du premier ministre, à notre initiative, pour avancer, pour faire bloc, pour réussir. En attendant la COP 21, je fais mienne la proposition qui veut que la France, supprime effectivement les financements directs et indirects, en faveur des équipements au charbon.

Ainsi, le monde entier jouera son avenir en décembre, en France. La France est à la hauteur de ce défi vital. Et, permettez-moi ici de saluer **Ségolène Royal, la grande ministre d'un immense défi.**

Les Français sont préoccupés par un autre défi : l'immigration. Alors, disons le nettement : **Les socialistes sont pour le traitement républicain de l'immigration.** Le traitement républicain nécessite d'offrir le droit d'asile et d'exercer la solidarité en France et dans les pays d'origine. Le traitement républicain c'est dire que s'installer où on veut, quand on veut, comme on veut n'est pas un droit. Mais la solidarité, l'asile sont des droits, des droits qu'il faut respecter.

En cette fin de congrès, j'en appelle à **une grande conférence mondiale sur les réfugiés en 2016, où tous les problèmes seraient sur la table : flux migratoires des Etats, lutte contre les passeurs clandestins, accueil, asile et investissement.** La solution du problème de l'immigration que l'on connaît ici se trouve d'abord là-bas,

dans les pays du départ, c'est là qu'il faut créer des richesses et du développement. Assez de cette Europe forteresse ! Assez de cette Méditerranée cimetièrre, il faut un monde solidaire ! **Puisque le Nord ne peut pas accueillir toute la misère du monde, qu'il aide ses frères humains à participer à la création et au partage de toutes les richesses du monde !**

Avec la plus grande fermeté, nous nous opposons à ceux qui veulent tout confondre sans rien régler : L'immigration économique, les demandeurs d'asile et les Français issus de l'immigration. Oui, nous sommes pour le traitement républicain, **c'est-à-dire un traitement qui distingue, qui protège et qui attaque le problème à la racine.**

Mes ami-e-s, cher-e-s camarades, autre défi : **Les Français sont interpellés, intrigués voire inquiets face à l'Islam.** La réponse pour les socialistes c'est la liberté **organisée, c'est-à-dire la fraternité laïque.** En France, la laïcité ce n'est pas l'anti-religion mais **le garant du vivre ensemble.** Dans la République, on a le droit de croire et de ne pas croire. Contrairement à la droite et l'extrême droite, nous n'avons pas de préjugés envers les musulmans ou l'Islam. Nous combattons l'idée funeste que la France ne serait la France qu'en se séparant des musulmans. Nous combattons tous les racismes et l'antisémitisme. La laïcité est la première des libertés. Elle est garante d'une société moderne, ouverte. Nous refusons tout autant un Islam normatif que l'islamophobie. **Nous voulons protéger les minorités et cela passe par la protection du vivre ensemble.** Nous voulons maintenir ce qui fait la France, sans se fermer au monde.

* * *

Le monde.

Le monde, quand on est membre du Parti socialiste, on doit vouloir le changer. Ou alors, il faut changer de parti. Mais, disons-nous les choses jusqu'au bout : **si nous voulons être le parti du mouvement, oui, il faut remettre notre parti en mouvement. Si nous voulons être le parti du renouveau, oui, il faut mettre en œuvre le renouveau de notre parti.**

Le renouveau, c'est l'enjeu des années à venir. Les Français, ne sont pas fous, ils savent que face aux nombreux défis que nous venons d'évoquer, il faut le renouveau des pratiques et des idées politiques. Les militants socialistes le savent aussi. Quelle que soit l'orientation qu'ils ont portée, quelle que soit la motion qu'ils ont défendue, je le sais, ils ont mis les Français au cœur de leurs préoccupations.

Oui, le renouveau. Ce mot, je ne l'ai pas choisi au hasard, pour faire joli. Le renouveau, c'est la réponse à la crise d'adhésion à gauche, à la crise de notre démocratie.

Le renouveau passe par le renouveau des têtes. Oui, il faut des têtes nouvelles aux couleurs de la France. Depuis un an, nous préparons l'avènement d'une nouvelle génération, qui sera présente dans notre nouvelle direction.

Le renouveau, c'est ensuite le renouveau des méthodes. Le parti doit embrasser les immenses potentialités du net pour identifier les idées nouvelles et les nouveaux talents, pour mener la bataille culturelle. Nos outils de communication doivent s'y adapter, sans plus tarder.

Le renouveau, c'est également le renouveau des thèmes. Oui, nous devons nous remettre en question sur tous les sujets que nous venons d'évoquer.

Le renouveau, c'est aussi le renouveau de notre organisation. Christophe Borgel a présenté les grandes lignes de ce big bang organisationnel en décembre dernier. Maintenant, nous avançons. La culture changera. **Les structures changeront. Tout changera.** Mais, il y a quelque chose que je ne toucherai pas : l'énergie de tous les militants. Elle est là, intacte. Elle est puissante. Elle est diverse. Vous la portez tous ici.

Le renouveau, c'est le dépassement du Parti socialiste en terme d'adhésions, mais aussi en terme stratégique. Nous allons bâtir dans chaque département, dans chaque canton, l'alliance populaire. Il ne s'agit pas d'un cartel d'organisations, mais de l'irruption des citoyens dans l'alliance. Des collectifs vont surgir partout et ils auront comme initiateurs, tous ceux qui veulent mener le combat contre la Droite extrême et l'extrême droite. Tous ceux qui veulent poursuivre les réformes. Tous ceux qui veulent la réussite de la France, qui souhaitent une juste répartition de la croissance. Tous ceux qui veulent que revienne en France le mouvement de l'égalité. Au fond, tous ceux qui veulent **un grand mouvement progressiste dans le pays. Tous ceux là ont vocation à se rassembler dans une alliance populaire, plus mouvement de citoyens que cartel d'organisations. Et en novembre 2016 nous organiserons une grande convention de l'alliance populaire.** Nous lancerons par ailleurs, l'année prochaine, trois grandes conférences ouvertes dont la première portera sur le défi éducatif et culturel.

Cher-e-s ami-e-s, cher-e-s camarades, je souhaite, je vous demande, que le Parti socialiste sorte de l'entre-soi et se tourne vers les Français, réponde à leurs problèmes précis. Tournons-nous vers les Français, **tournons-nous vers notre peuple, tournons-nous vers la gauche réelle.** Et dès septembre, après l'université d'été, où toutes les forces de gauche seront invitées et pourront participer et animer les débats, nous lancerons une opération porte ouverte dans chaque section. Le Parti socialiste tend la main au peuple de France. Ensemble, relevons les défis. Ensemble, créons un nouveau courant progressiste dans le pays pour le relever.

Nous allons changer, mais changer ensemble. Oui, le renouveau a besoin de tous les Socialistes. Aujourd'hui, il n'y a plus les socialistes de la motion A, B, C ou

D. Aujourd'hui, le renouveau a besoin de tout l'abécédaire des socialistes ! De vous tous ici présents : Manuel Valls et le Gouvernement, les dirigeants du Parti socialiste, Christian Paul, Karine Berger et Florence Augier. Oui, le renouveau aura besoin des secrétaires de section comme Mathias Aggoun, des Premiers fédéraux comme Benoît Tirant, des Présidents de départements, des Présidents de Région comme Jean-François Macaire. En parlant de Président et de région, oui, le renouveau a aussi besoin de Claude Bartolone, Président de l'Assemblée nationale qui repart en conquête et que je salue amicalement. Le renouveau a besoin de Bruno Le Roux et de Didier Guillaume, nos présidents de groupe parlementaire. Le renouveau en action c'est aussi Stéphane Le Foll et François Rebsamen.

Le renouveau se fera aussi grâce aux permanents, aux bénévoles ici présents. Je les salue pour le magnifique travail qu'ils ont accompli durant ces trois jours.

* * *

J'aurais dû commencer mon propos par ce mot: merci.
Ce sera le mot de la fin.

Mes cher-e-s camarades, mes cher-e-s ami-e-s,

Merci à l'ensemble du Parti Socialiste de m'avoir accordé sa confiance. Vous savez combien ce parti compte pour moi. **Notre renouveau est ma seule ambition.**

Mes chers camarades,

C'est avec une grande émotion que je viens de prononcer ce discours. Il est chargé de vos aspirations pour la justice, pour l'égalité, de vos volontés de faire vivre nos valeurs. Premier secrétaire, je ne serai pas chef de clan. Je serai un camarade de combat, le premier des militants.

Je souhaite un parti énergique, inventif, ouvert et dynamique, un Parti socialiste où l'on se respecte, où l'on s'écoute, où l'on défend fermement la gauche contre la droite et l'extrême. Nous devons être, mes chers amis, mes chers camarades, la gauche des solutions, la gauche d'un horizon.

Chers amis, chers camarades,

Moi, premier secrétaire, **je serais le garant de l'unité de tous.** Je comprends l'honneur qui m'est fait et je ferai tout pour être à la hauteur.

Aujourd'hui, je me tiens devant vous. J'ai en tête tous ceux qui ont animé notre mouvement. Je leur adresse un signe amical et j'ai une pensée pour ceux qui nous ont quitté. J'ai l'esprit plein de souvenirs, des images de notre parcours, de nos

compagnons de lutte. Je pense à eux et je pense à nous. Je vous regarde et je me dis : le Parti socialiste est un grand parti !

Je me dis que **si jamais le Parti socialiste venait à disparaître, la République perdrait sa meilleure défense. Je crois que sans ce parti, la France perdrait plus qu'un parti. La France perdrait en humanité et les Français perdraient espoir. Oui, sans ce parti, la France ne serait plus la France.**

Alors, ensemble, faisons le vivre pour que vive la République.

Vive la Gauche! Vive la République ! Vive la France !

Jean-Christophe CAMBADÉLIS
Premier Secrétaire du Parti Socialiste.